



Déclaration du CCN des 26 et 27 août

Construisons un processus de lutte pour gagner, construisons la grève !

Les organisations de la CGT réunies en CCN sont particulièrement préoccupées de la situation des millions de travailleuses et de travailleurs, de leurs familles victimes de la guerre et des conflits. En Ukraine, au Soudan, en République Démocratique du Congo, en Palestine et partout dans le monde, la paix et le droit international doivent être mis en œuvre immédiatement, les populations civiles doivent être protégées. À Gaza et en Palestine occupée, la folie génocidaire de Netanyahu doit être stoppée et un cessez-le-feu immédiat imposé par la communauté internationale permettant l'acheminement de l'aide humanitaire, la fin de l'occupation militaire israélienne, la reconstruction de Gaza et le droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien. La CGT soutient et participe à toutes les initiatives de mobilisations permettant d'arrêter immédiatement le génocide en cours. Elle portera la proposition de faire du 21 septembre, journée mondiale pour la Paix, un temps fort de mobilisation nationale pour la Palestine. La France a enfin décidé de reconnaître l'État de Palestine, il est urgent de le faire sans délai, de cesser toute coopération avec le gouvernement d'extrême droite israélien, de prendre des sanctions et de cesser toute livraison d'armes et de composants militaires.

C'est dans ce contexte international dramatique et en pleine période de congés que le gouvernement, au service du patronat, a annoncé un budget d'une violence inédite : vol de 2 jours fériés ; doublement des franchises médicales ; gel du salaire des fonctionnaires, des pensions des retraité·e·s, de toutes les allocations sociales (aides au logement, allocations familiales, allocation adulte handicapé...) ; réforme de l'assurance chômage ; suppression de 3000 postes de fonctionnaires avant des dizaines de milliers d'autres ; coupes dans les budgets des hôpitaux, des écoles, de la culture ; volonté affichée de remettre en cause la 5ème semaine de congés payés et précariser toujours plus les contrats... Si ce budget était adopté, chacune et chacun perdrait plusieurs centaines d'euros en 2026, nos services publics et notre système de protection sociale seraient considérablement affaiblis. Dans les territoires d'Outre-Mer, ce serait la double peine : de violentes baisses de revenus alors que les prix sont déjà beaucoup plus élevés.

Pourquoi une telle cure d'austérité ? Parce qu'Emmanuel Macron a multiplié les cadeaux aux plus riches et aux grandes entreprises tout en engageant une augmentation massive des budgets militaires au profit des vendeurs d'armes. Nous refusons qu'encore une fois, le monde du travail soit sommé de passer à la caisse : c'est aux grandes entreprises et aux rentiers, qui se gavent d'argent public et de dividendes, de payer !

Alors que cet été a encore battu des records de chaleur, avec de violents incendies et des morts au travail, il est temps d'arrêter la fuite en avant et de prendre enfin des mesures pour limiter le réchauffement climatique et adapter nos sociétés. Cela passe dans l'immédiat par l'abrogation des mesures anti-environnementales qui n'ont pas encore été retirées de la loi Duplomb, heureusement déjà amputée sous la pression d'une mobilisation citoyenne massive dont la CGT se félicite.

La CGT exige l'abandon du projet de budget et la mise en place de mesures d'urgence autour de 5 priorités :

- La justice fiscale : la taxation des patrimoines, des dividendes et des rachats d'action, la remise à plat des 211 Mds d'aides publiques aux entreprises, le rétablissement de l'ISF et la mise en place d'une vraie progressivité de l'impôt sur le revenu
- La justice sociale par l'abrogation de la réforme des retraites, première étape pour gagner la retraite à 60 ans, et une Sécurité sociale répondant aux enjeux actuels, rétablie dans ses prérogatives issues du programme du Conseil national de la Résistance, dotée de

- l'ensemble des moyens nécessaires pour répondre aux besoins
- Le financement de nos services publics et de la transformation environnementale de notre économie, de l'argent pour nos hôpitaux, nos écoles et nos universités et nos infrastructures et notre politique culturelle
 - L'augmentation des salaires, des pensions, des minimas sociaux, l'égalité F/H et des mesures contre la vie chère dans les outre-mer
 - L'arrêt des licenciements et l'organisation d'assises de l'industrie

Grâce à notre mobilisation contre la réforme des retraites, le gouvernement n'a jamais été aussi faible, Emmanuel Macron n'a plus de majorité pour faire passer ses réformes régressives et la colère sociale est énorme. Pour éviter d'avoir à modifier son budget, F.Bayrou en est réduit à servir de fusible. Nous ne nous laisserons pas distraire par cette manœuvre de diversion. Quelle que soit la situation gouvernementale, ce que nous voulons, c'est un autre budget correspondant aux urgences sociales et environnementales. Tous les ingrédients sont réunis pour gagner ! Pour cela, il nous faut construire une mobilisation massive et unitaire !

La CGT se félicite que les initiatives se multiplient d'ores et déjà et appelle à les amplifier. Le 25 août, les salarié·e·s de Radio France ont commencé une grève reconductible et les hôpitaux de Paris ont engagé un processus de mobilisation, suivis le 2 septembre par les salarié·e·s du secteur de l'énergie, le 4 septembre les salarié·e·s de Novasco seront en grève comme ceux d'Owens Illinois le 9 septembre pour empêcher la fermeture de leurs usines, les fédérations CGT des Industries chimiques et du Commerce et des Services appellent depuis déjà plusieurs mois à la grève le 10 septembre contre la répression antisyndicale, pour les salaires, les conditions de travail et contre la casse sociale, une manifestation nationale des professionnel·le·s de la santé et de l'action sociale est d'ores et déjà prévue à Paris le 9 octobre ainsi qu'une grève dans les organismes sociaux et des mobilisations dans les services d'insertion/probation du ministère de la Justice.

La dynamique de l'initiative citoyenne du 10 septembre démontre l'ampleur de la colère sociale. La CGT souhaite que cette journée soit une première étape réussie, ce qui passe en particulier par la grève sur les lieux de travail. Elle appelle donc ses syndicats à débattre avec les salarié·e·s et à construire la grève partout où c'est possible.

Lors de l'intersyndicale nationale interprofessionnelle du 29 août, la CGT proposera d'appeler en septembre à une journée interprofessionnelle unitaire de mobilisation de grève et de manifestations, et de construire un processus dans la durée pour gagner un budget à la hauteur des besoins.

La CGT appelle l'ensemble de ses organisations :

- À organiser des intersyndicales, dans les professions, les territoires et les entreprises
- À se déployer en grand auprès des salarié·e·s, retraité·e·s, privé·e·s d'emploi en continuant à faire signer la pétition intersyndicale stopbudgetbayrou.fr, diffusant les tracts explicatifs et en faisant connaître le simulateur CGT qui permet à chacune et chacun de mesurer l'impact des mesures.

La CGT appelle l'ensemble des salarié·e·s, retraité·e·s et privé·e·s d'emplois qui souhaitent se mobiliser à se syndiquer et se mettre en contact avec la CGT pour agir.

Tous les ingrédients sont réunis pour gagner, prenons les choses en main pour imposer nos exigences sociales et environnementales.